



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 57.198/4
du 30 mars 2015

advies 57.198/4
van 30 maart 2015

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'fixant la composition et le
fonctionnement de la
commission prévue à l'article 3
de l'arrêté du Gouvernement
de la Région de
Bruxelles-Capitale du
30 janvier 2014 relatif à la
coordination des chantiers en
voirie'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot vaststelling van de
samenstelling en de werking
van de commissie bedoeld in
artikel 3 van het besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering van 30 januari 2014
betreffende de coördinatie van
de bouwplaatsen op de
openbare weg'

Le 3 mars 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant la composition et le fonctionnement de la commission prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 janvier 2014 relatif à la coordination des chantiers en voirie'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 mars 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 mars 2015.

*

Op 3 maart 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de commissie bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 januari 2014 betreffende de coördinatie van de bouwplaatsen op de openbare weg'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 maart 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 maart 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose comme suit :

« Art. 3. Chaque ministre et secrétaire d'État intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. À cet effet :

1° il ou elle veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques fixés à l'article 2, paragraphe 1^{er}, et de l'intégration de la dimension du genre dans tous les nouveaux plans de gestion, dans tous les nouveaux contrats de gestion ainsi que dans tout autre instrument de planification stratégique des services publics bruxellois et des organismes d'intérêt public bruxellois qui relèvent de sa compétence. À cette fin, il ou elle approuve les indicateurs de genre pertinents permettant de mesurer le processus d'intégration de la dimension de genre et la réalisation des objectifs stratégiques ;

2° pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, il ou elle établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut régler le modèle de rapport d'évaluation de l'impact, dit 'test gender' ;

3° il ou elle veille, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, à la prise en compte de l'égalité des femmes et des hommes et à l'intégration de la dimension de genre ».

2. L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 est entré en vigueur le 10 juin 2014 en vertu de l'article 9, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance ¹.

Le 24 avril 2014, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté un arrêté 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'article 13 de cet arrêté dispose comme suit :

« Art. 13. § 1^{er}. Le rapport d'évaluation de l'impact sur les femmes et les hommes, appelé 'test genre', tel que défini à l'article 3 § 2 de l'ordonnance, est annexé au présent arrêté. Le 'test genre' est complété par les personnes qui rédigent une nouvelle

¹ Voir notamment, en ce sens, l'avis 56.385/4 donné le 18 juin 2014 par la section de législation sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juin 2014 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant la liste des actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission royale des Monuments et des Sites, de la Commission de Concertation ainsi que de mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte'.

réglementation. Cette personne peut être un collaborateur de cabinet ou un fonctionnaire de l'administration concernée.

§ 2. Le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres.

§ 3. Le résultat du test doit être considéré comme une évaluation indicative du projet.

§ 4. Le Ministre compétent veille à ce que le 'test genre' soit complété.

§ 5. En l'absence de 'test genre', un projet de réglementation ne peut être considéré comme complet et ne peut donc faire l'objet d'une discussion au Conseil des Ministres ».

Cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 24 février 2015. Toutefois, selon son article 15, celui-ci « entre en vigueur le premier jour de la législature suivant celle durant laquelle a été adoptée l'ordonnance », soit le 10 juin 2014².

3. Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite préalablement à l'adoption du texte en projet.

Cette formalité sera par ailleurs mentionnée au préambule, qui sera modifié en conséquence.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet examiné vise à mettre en œuvre la subdélégation de pouvoirs réglementaires prévue par l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 janvier 2014 'relatif à la coordination des chantiers en voirie', lequel dispose :

« § 2. Le montant de la redevance est fixé par le Ministre chargé des Travaux Publics, conformément aux règles suivant ci-après et sur avis d'une commission composée d'un nombre égal de représentants du Secrétariat permanent et des redevables comme visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le ministre chargé des Travaux Publics détermine le fonctionnement de la commission visée à l'alinéa premier.

[...] ».

Interprétée strictement, cette disposition charge uniquement le ministre de déterminer le fonctionnement de la commission d'avis précitée et non d'en déterminer le nombre de membres ou les modalités de leur désignation.

Interprété plus largement, l'article 3, § 2, alinéa 2, peut cependant être compris comme chargeant le ministre d'arrêter l'ensemble des dispositions d'exécution nécessaires à la mise en place et au fonctionnement de cette commission d'avis.

² *Ibid.*

Sur ce point, la sécurité juridique ne pourra être restaurée qu'en complétant la subdélégation de pouvoirs énoncée à l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 20 janvier 2014, en y chargeant expressément le ministre de déterminer également la composition de la commission concernée.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de viser plus particulièrement, au titre de fondement juridique du projet, l'article 9, § 2, alinéa 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008 'relative aux chantiers en voirie'.
2. À l'alinéa 3, il convient de viser le présent avis en mentionnant, outre sa date et son numéro de rôle, la circonstance qu'il est donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ³.

DISPOSITIF

Article 2

À l'alinéa 2, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'un « appel public ».

Article 4

Il conviendrait de préciser quels sont les modes et les délais de convocation de la commission.

Article 8

L'article 8 doit être omis du projet, la question de la fixation d'un éventuel jeton de présence n'étant pas de la compétence de son auteur.

Article 9

L'article 9 du projet dispose que celui-ci entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

La section de législation n'aperçoit pas ce qui justifierait, dans le présent cas, de déroger aux règles ordinaires relatives à l'entrée en vigueur des actes réglementaires.

La brièveté du délai fixé à l'article 2, alinéa 2, du projet, suppose au contraire qu'un délai raisonnable soit laissé aux intéressés pour prendre connaissance de l'arrêté en projet.

OBSERVATION FINALE

Le titre du ministre devant être mentionné avant le préambule, il n'y a pas lieu de le rappeler avant la signature du projet ⁴.

*

⁴ *Ibid.*, formule F 10.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ bepaalt wat volgt:

“Art. 3. Elke minister en staatssecretaris integreert de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe:

1° waakt hij of zij over de tenuitvoerlegging van de in artikel 2, § 1, bepaalde strategische doelstellingen en van de integratie van de genderdimensie in alle nieuwe beheersplannen, in alle nieuwe beheerscontracten en in elk ander instrument voor strategische planning van de Brusselse overheidsdiensten en de Brusselse instellingen van openbaar nut die onder zijn bevoegdheid vallen. Daartoe keurt hij of zij de relevante genderindicatoren goed die het mogelijk maken om het proces van de integratie van de genderdimensie en de realisatie van de strategische doelstellingen te meten;

2° stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan het modevaluatieverslag van de impact, “gendertest” genaamd regelen;

3° waakt hij of zij, in het kader van de procedures voor de toekenning van overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies, over het in aanmerking nemen van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de integratie van de genderdimensie”.

2. Artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 is in werking getreden op 10 juni 2014 krachtens artikel 9, eerste lid, van diezelfde ordonnantie.¹

Op 24 april 2014 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een besluit aangenomen ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Artikel 13 van dat besluit bepaalt wat volgt:

“Art. 13. § 1. Het evaluatierapport over de impact op vrouwen en mannen, de “gendertest”, zoals bepaald in artikel 3, § 2 van de ordonnantie wordt in bijlage van dit

¹ Zie in die zin inzonderheid advies 56.385/4, op 18 juni 2014 verstrekt door de afdeling Wetgeving over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 juni 2014 ‘tot wijziging van het besluit van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect’.

besluit gevoegd. De “gendertest” wordt ingevuld door de personen die de nieuwe reglementering opstellen. Die persoon kan een kabinetsmedewerker zijn of een ambtenaar van het betrokken bestuur.

§ 2. De “gendertest” wordt ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad.

§ 3. Het resultaat van de test dient beschouwd te worden als een indicatieve meting van het project.

§ 4. De bevoegde Minister zorgt ervoor dat de “gendertest” ingevuld wordt.

§ 5. Bij gebrek aan een “gendertest” kan een ontwerp van reglementering niet als volledig worden beschouwd en kan dus geen voorwerp uitmaken van een beraadslaging binnen de Ministerraad”.

Dat besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 februari 2015. Artikel 15 ervan stelt evenwel dat “[d]it besluit [...] in werking [treedt] op de eerste dag van de legislatuur volgend op de legislatuur waarin de ordonnantie werd goedgekeurd”, te weten op 10 juni 2014.²

3. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste wordt vervuld voordat de ontworpen regeling wordt aangenomen.

Dit vormvereiste behoort overigens te worden vermeld in de aanhef, die dienovereenkomstig moet worden gewijzigd.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp strekt ertoe uitvoering te geven aan de overdracht van regelgevende bevoegdheden waarin is voorzien in artikel 3, § 2, tweede lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 januari 2014 ‘betreffende de coördinatie van de bouwplaatsen op de openbare weg’, dat bepaalt wat volgt:

“§ 2. Het bedrag van de bijdrage wordt vastgelegd door de Minister bevoegd voor Openbare Werken overeenkomstig de hierna volgende regels en op advies van een commissie bestaande uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van het Permanent Secretariaat en van de bijdrageplichtigen zoals bedoeld in § 1, eerste lid.

De Minister bevoegd voor openbare werken bepaalt de werking van de in het eerste lid bedoelde commissie.

[...]”.

Strikt genomen wordt de minister bij die bepaling uitsluitend belast met het bepalen van de werkwijze van de voornoemde adviescommissie en niet met het bepalen van het aantal leden ervan of van de nadere regels voor de aanstelling van die leden.

² *Ibid.*

In ruimere zin kan artikel 3, § 2, tweede lid, evenwel zo worden begrepen dat de minister daarbij wordt belast met het uitvaardigen van alle uitvoeringsbepalingen die nodig zijn voor de oprichting en de werking van die adviescommissie.

Op dat punt zal de rechtszekerheid enkel kunnen worden hersteld door de overdracht van bevoegdheden zoals daarin is voorzien in artikel 3, § 2, tweede lid, van het besluit van de Regering van 20 januari 2014, aan te vullen door in die bepaling de minister eveneens uitdrukkelijk te belasten met het vaststellen van de samenstelling van de commissie in kwestie.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid dient meer in het bijzonder te worden verwezen naar artikel 9, § 2, tweede lid, van de ordonnantie van 3 juli 2008 ‘betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg’ als rechtsgrond van het ontwerp.

2. In het derde lid dient te worden verwezen naar dit advies door, behalve de datum en het rolnummer ervan, de omstandigheid te vermelden dat het is gegeven met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.³

DISPOSITIEF

Artikel 2

In het tweede lid moet worden verduidelijkt dat het gaat om een “openbare oproep”.

Artikel 4

Er dient te worden verduidelijkt op welke manier de commissie wordt uitgenodigd voor een vergadering en wat de convocatietermijnen zijn.

Artikel 8

Artikel 8 moet worden weggelaten uit het ontwerp aangezien het vaststellen van een eventuele vacatievergoeding niet tot de bevoegdheid van de steller behoort.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

Artikel 9

Artikel 9 van het ontwerp bepaalt dat het besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat in dit geval zou rechtvaardigen dat wordt afgeweken van de gebruikelijke regels met betrekking tot de inwerkingtreding van verordeningen.

De korte termijn die wordt vastgesteld in artikel 2, tweede lid, van het ontwerp veronderstelt integendeel dat een redelijke termijn wordt gelaten aan de belanghebbenden om kennis te nemen van het ontworpen besluit.

SLOTOPMERKING

Aangezien de titel van de minister moet worden vermeld vóór de aanhef, is het niet nodig die in herinnering te brengen voor de ondertekening van het ontwerp.⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁴ *Ibid.*, formule F 10.